

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA VIENNE

Siège social : Rue des Augustins
86580 BIARD

N° SIRET : 300 536 257 00334
Code APE : 8710B

CONSEIL
EXPERTISE
COMPTABLE
AUDIT
SOCIAL
FISCAL
GESTION
FORMATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

SOMMAIRE

Page n° :

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

1 à 4

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024

- Bilan actif
- Bilan passif
- Compte de résultat
- Annexe

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA VIENNE

Siège social : Rue des Augustins
86580 BIARD

N° SIRET : 300 536 257 00334
Code APE : 8710B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Aux membres de l'assemblée générale de l'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES
PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA VIENNE,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA VIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

.../...

.../...

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes attachés plus particulièrement à contrôler :

- la justification des provisions ;
- la validation des résultats par les financeurs, leur affectation et le suivi des CPOM ;
- l'application des dispositions comptables issues du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels et du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion (moral et financier) du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

.../...

.../...

V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

.../...

.../...

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 10 juin 2025

Pour la SAS DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux comptes,

Franck FORTIN



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	6 248	6 248		
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	230 760	212 140	18 620	23 512
	Autres immobilisations incorporelles (1)	15 748	5 730	10 018	6 803
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	325 137	66 793	258 345	288 439
ACTIF CIRCULANT	Constructions	29 051 525	14 926 624	14 124 901	15 299 457
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	4 438 407	3 962 710	475 697	578 610
	Autres immobilisations corporelles	4 664 443	3 741 693	922 749	832 814
	Immobilisations corporelles en cours	219 232		219 232	153 131
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	125 890		125 890	125 890
	Créances rattachées à des participations	200 000		200 000	200 000
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	734 861		734 861	719 402
	Prêts	46 541		46 541	49 192
	Autres immobilisations financières	73 945		73 945	75 249
	TOTAL (I)	40 132 736	22 921 937	17 210 800	18 352 499
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	50 689		50 689	56 450
	En-cours de production de biens	3 412		3 412	2 455
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	10 261		10 261	11 806
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	274		274	274
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 436 280	13 571	1 422 709	1 598 475
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 965 984		1 965 984	684 692
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 078 905	92 636	5 986 269	5 581 584
	DISPONIBILITES	7 177 459		7 177 459	6 541 777
	Charges constatées d'avance	35 705		35 705	41 844
	TOTAL (II)	16 758 968	106 207	16 652 761	14 519 357
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		56 891 705	23 028 144	33 863 561	32 871 857
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					124 441
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	816 122	816 122
	Fonds propres complémentaires	689 210	689 210
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	54 077	54 077
	Réserves pour projet de l'entité	9 049 445	8 679 847
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	8 819 791	8 450 192
	Autres	61 746	61 746
	Report à nouveau	2 568 652	1 923 278
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	(1 046 240)	(782 605)
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 803 129	751 337
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
	Total des fonds propres (situation nette)	13 996 142	12 193 012
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	475 524	514 579
	Provisions réglementées	690 662	702 047
	Total des autres fonds propres	1 166 186	1 216 626
	Total des fonds propres	15 162 328	13 409 639
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	2 081 108	2 226 026
	Total des fonds reportés et dédiés	2 081 108	2 226 026
Provisions	Provisions pour risques	113 462	113 462
	Provisions pour charges	2 135 760	1 978 326
	Total des provisions	2 249 222	2 091 788
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	9 963 763	10 660 090
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 027 472	1 166 529
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 883 042	2 757 219
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	409 266	461 482
	Produits constatés d'avance	87 360	99 085
	Total des dettes	14 370 903	15 144 404
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	33 863 561	32 871 857
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 803 128,83	751 337,39
	(1) Dont à moins d'un an	5 131 780	5 205 765
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	160	

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	150 973	226 161
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	2 274 155	2 214 900
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	25 151 636	24 312 569
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	1 426 474	1 391 779
CHARGES D'EXPLOITATION	Contributions financières	734 478	751 860
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	49 955	635 647
	Utilisations des fonds dédiés	150 803	193 358
	Autres produits	300 343	592 659
	Total des produits d'exploitation	30 238 818	30 318 935
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	95 841	151 431
	Variation de stock	5 761	(3 766)
	Autres achats et charges externes	5 451 007	6 068 966
	Aides financières	9 174	8 350
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 602 732	1 565 976
	Salaires et traitements	14 350 674	13 713 140
	Charges sociales	5 399 980	5 207 834
	Dotations aux amortissements et dépréciations	1 281 488	1 293 747
	Dotations aux provisions	206 175	136 850
	Reports en fonds dédiés	5 886	292 026
	Autres charges	1 096 395	1 147 218
	Total des charges d'exploitation	29 505 112	29 581 771
	RESULTAT D'EXPLOITATION	733 706	737 164

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		733 706	737 164
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		1
	Autres intérêts et produits assimilés	19 462	15 262
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		165 127
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	173 850	20 518
Total des produits financiers		193 312	200 908
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	257 986	262 690
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		257 986	262 690
RESULTAT FINANCIER		(64 674)	(61 782)
RESULTAT COURANT avant impôts		669 033	675 382
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	9 659	69 401
	Sur opérations en capital	1 868 168	40 684
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	12 135	12 135
	Total des produits exceptionnels	1 889 962	122 221
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	10 345	27 325
	Sur opérations en capital	693 350	7 426
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 690	5 908
	Total des charges exceptionnelles	712 385	40 659
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 177 577	81 562
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		43 481	5 606
TOTAL DES PRODUITS		32 322 092	30 642 064
TOTAL DES CHARGES		30 518 963	29 890 727
EXCEDENT ou DEFICIT		1 803 129	751 337
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 33 863 560.88 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 30 238 817.95 Euros et dégagant un excédent de 1 803 128.83 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis dans le respect des conventions générales comptables, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du :

- du Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, modifié par le Règlement ANC n°2020-09 du 4 décembre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020
- du Règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, complété par le Règlement ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020
- du Règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2019.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

L'association gère plusieurs établissements sur plusieurs sites :

SITE DE BIARD

Indigo - Institut d'Education Motrice

Oasis - Centre d'accueil pour enfants polyhandicapés

Terra Nova - Centre d'accueil pour adultes polyhandicapés

PCPE - Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées

Etablissements financés principalement par l'ARS.

SITE DE MIGNE AUXANCES

Pôle Enfance de l'Actiparc :

CMPP - Centre Médico Psycho Pédagogique :Antennes CMPP : Châtellerault, Mirebeau, Montmorillon

CAMSP - Centre d'Action Médico Sociale Précoce

SESSAD IV - Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile

Plateforme RE.COL.TE (RÉseau COLlaboratif TErritorial)

Diagnostic précoce, évaluation et orientation de l'enfant présentant un fonctionnement de type "trouble du spectre autistique"

Règles et Méthodes Comptables

PCO TND (Plateforme de Coordination et d'Orientation des Troubles Neuro Développementaux)

Diagnostic précoce, évaluation et orientation de l'enfant présentant de possibles Troubles du Neuro Développement (TND)

Etablissements financés principalement par l'ARS

SITE DE SMARVES

ESAT :

Les flotteurs poitevins - Etablissement et Service d'Aide par le Travail

ELDORADO :

Foyer de vie (adultes handicapés)

Foyer d'hébergement (adultes handicapés)

Foyer d'accueil médicalisé (adultes handicapés)

Etablissements financés principalement par l'ARS et le Conseil Départemental

SITE D'ADRIERS

ESAT : « André Rideau » Etablissement et Service d'Aide par le Travail

Foyer de Vie / d'hébergement

Service de suite / SAVS

Antennes de l'ESAT : Lussac-les-Châteaux, L'Isle-Jourdain

Etablissements financés principalement par l'ARS et le Conseil Départemental

SITE DE MONTMORILLON

Les Jaumes - Institut Médico-Educatif

L'Odyssée - Foyer de vie et Foyer d'Accueil Médicalisé

SESSAD Petite Enfance - Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile.

ULIS école (Unité Localisée d'Inclusion Scolaire) : Montmorillon, Chauvigny, Verrières

ULIS Collège : Montmorillon, Chauvigny, Lussac-les-Châteaux

Etablissements financés principalement par l'ARS et le Conseil Départemental

SITE DE POITIERS

Siège social - Siège administratif et financier

PARI 86 - Pôle d'Appui et de Ressources à l'Inclusion

SAPAD - Service d'Assistance Pédagogique à Domicile

Action Sociale - Fonds d'aide PEP 86

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et des dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison et des prestations facturées entre établissements.

Les comptes de résultat des établissements ou services sont soumis aux autorités de contrôle, qui décident de leur affectation. Dans l'attente de leurs décisions, les résultats des années antérieures sont enregistrés dans les comptes de report à nouveau n° 115.

Le résultat de l'association est présenté avec une compensation entre les déficits de certains établissements ou services et les excédents d'autres établissements ou services.

En fait, compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne se réalisent pas.

Règles et Méthodes Comptables

Vous trouverez en fin d'annexe le tableau de synthèse des résultats des comptes sociaux des différentes structures et le résultat des comptes administratifs produit aux tutelles.

Les retraitements concernent essentiellement :

- les provisions pour congés payés,
- les provisions pour travaux,
- les dotations aux comptes d'amortissement des constructions pour lesquelles un amortissement par composant est constaté en comptes sociaux, et le maintien des modes et des durées d'amortissement desdites constructions est effectué dans les comptes administratifs.

2 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

2.1 ACTIF IMMOBILISE

2.1.1 - Immobilisations corporelles et incorporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Agencements des constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques : 5 à 15 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- Installation générales, agencements et aménagements divers : 10 à 20 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Les amortissements des biens immobilisations décomposées sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation. La méthode utilisée est la méthode prospective. Les durées d'amortissement appliquées en fonction de la nature du composant sont les suivantes :

Règles et Méthodes Comptables

* gros oeuvre	40%	50 ans
* façade étanchéité	10%	20 ans
* installations générales	30%	15 ans
* agencements	20%	10 ans

2.1.2 - Immobilisations financières

a) Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

b) Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

2.2 STOCKS ET EN COURS

Les stocks sont évalués suivant la méthode au coût unitaire moyen pondéré.

Les matières premières, marchandises et fournitures sont valorisées à leur prix de revient hors taxes.

2.3 CREANCES D'EXPLOITATION

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.4 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Règles et Méthodes Comptables

2.5 DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

3 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

3.1 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions sont rapportées au résultat proportionnellement à l'amortissement des biens.

Le montant rapporté au résultat au titre de l'exercice s'élève à 39 055.15 €.

3.2 PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont constituées en vertu des dispositions réglementaires qui sont les suivantes :

- couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du CASF),
- réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du CASF).

3.3 PROVISIONS POUR CHARGES

Elles sont constituées de :

- provision pour grosses réparations : 7 095.77 €
- autres provisions pour charges : 25 027.61 €
- provision pour RTT : 48 535.63 €
- provision pour financement des mesures d'exploitation à venir : 28 700.00 €
- provision retraite : 2 026 400.73 €

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE

Les indemnités de fin de carrière sont évaluées conformément aux dispositions de la convention collective des établissements de Services personnes inadaptées handicapées.

L'estimation de l'engagement prend en compte les modalités suivantes :

- Méthode de calcul utilisée : méthode des unités de crédits projetés
- Personnel concerné : ensemble des salariés
- Age de départ : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,35 % net d'inflation
- Taux de progression des salaires : 4 %

Règles et Méthodes Comptables

- Taux moyen des charges sociales : 57%
- Table de mortalité : INSEE 2015
- La dette actuarielle s'élève au 31 décembre 2024, à 2 038 379 €.

Le calcul de l'engagement tient compte des charges sociales.

3.4 DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A PAYER

Les dettes provisionnées pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

En application de l'avis du CNC n° 2007-05 du 4 mai 2007, la quote part de la dette provisionnée pour congés à payer non financée, est affectée au compte 115922.

La variation de la dette a été comptabilisée en charge pour un montant de 127 049.23 €, et fera l'objet d'une affectation après clôture de l'exercice au compte 115922 "Ecart sur congés payés", sous compte du compte 115 "Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs".

3.5 FONDS DEDIES

Conformément à l'Art. 431-6 du règlement comptable ANC n° 2018-06, une information relative aux fonds dédiés sous forme de tableau est jointe à la présente annexe. Vous y retrouverez la variation des fonds dédiés, entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024, ventilés par projet et détaillant pour chacun :

- * Les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- * les reports en fonds dédiés ;
- * les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- * les transferts entre fonds dédiés ; (passage des fonds dédiés sur subventions aux fonds dédiés)
- * les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

3.6 ETAT DES DETTES

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Emprunts souscrits en cours d'exercice : 0 €

Emprunts remboursés en cours d'exercice : 694 304 €

4 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération allouée aux membres des organes de direction s'est élevée à : 345 775 €.

4.2 VENTILATION PAR CATEGORIE DE L'EFFECTIF

Le total ETP pour 2024 est de 408 ETP (dont 47 cadres) et 113 travailleurs d'ESAT.

Règles et Méthodes Comptables

4.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant des honoraires inscrit en charge au titre de la certification des comptes s'élève à 39 798 €.
Le montant des honoraires inscrit en charge au titre des autres services s'élève à 0€.

5 - AUTRES INFORMATIONS

ORIGINE DES FINANCEMENTS

Conformément à l'Art. 431-9 du règlement comptable ANC n° 2018-06, une information sur les montants des concours publics et les subventions octroyés à l'Association PEP 86 dans l'exercice vous est communiquée, ventilant :

la nature du concours ou de la subvention octroyé : concours publics, subvention d'exploitation et subvention d'investissement ;

ainsi que les différentes catégories d'autorités administratives : Union européenne, État, Collectivités territoriales, Caisse d'allocations familiales, autres...

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	TOTAL
Concours publics		18 390 841	6 553 870	-	-	24 944 711
ARS		18 390 841				18 390 841
Conseil départemental			6 553 870			6 553 870
						-
Subventions d'exploitation			81 377	60 000	65 548	206 925
Subventions						-
						-
Subventions d'investissements						-
						-
TOTAL	-	18 390 841	6 635 247	60 000	65 548	25 151 636

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/202
			Augmentations Réévaluations	Acquisitions Virt p.à p.	Diminutions Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	6 248				6 248
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	239 627		7 196	316	246 507
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	245 875		7 196	316	252 756
CORPORELLES	Terrains	361 057			35 920	325 137
	Constructions sur sol propre	26 584 699		107 410	1 192 337	25 499 771
	sur sol d'autrui	24 784				24 784
	instal. agencet aménagement	4 247 773		255 322	976 126	3 526 969
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 513 515		70 362	145 470	4 438 407
	Instal., agencement, aménagement divers	167 680			3 761	163 919
	Matériel de transport	1 915 177		228 082	83 926	2 059 333
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 480 495		93 624	132 928	2 441 191
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	153 131		166 117	100 016	219 232
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40 448 310		920 918	2 670 484	38 698 744
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	325 890				325 890
	Autres titres immobilisés	719 402		15 459		734 861
	Prêts et autres immobilisations financières	124 441		4	3 959	120 486
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 169 733		15 463	3 959	1 181 237
	TOTAL	41 863 918		943 577	2 674 759	40 132 736

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	6 248			6 248
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	209 312	8 874	316	217 869
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	215 560	8 874	316	224 118
CORPORELLES	Terrains	72 618	916	6 741	66 793
	Constructions sur sol propre	12 315 160	773 873	663 258	12 425 774
	sur sold d'autrui	24 784			24 784
	instal. agencement aménagement	3 217 856	114 372	856 163	2 476 065
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 934 905	158 465	130 661	3 962 710
	Autres instal, agencement, aménagement divers	142 594	3 563	3 761	142 397
	Matériel de transport	1 582 995	105 375	83 926	1 604 445
	Matériel de bureau, mobilier	2 004 947	114 618	124 713	1 994 852
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		23 295 859	1 271 183	1 869 223	22 697 819
TOTAL		23 511 419	1 280 056	1 869 539	22 921 937

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires	293 510		12 135	281 374
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres	408 538	750		409 288
PROVISIONS REGLEMENTEES	702 047	750	12 135	690 662
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour litiges	113 462			113 462
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	1 868 967	206 175	48 741	2 026 401
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	7 096			7 096
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	102 263			102 263
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 091 788	206 175	48 741	2 249 222
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	13 353	1 432	1 214	13 571
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres	92 636			92 636
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	105 989	1 432	1 214	106 207
TOTAL GENERAL	2 899 824	208 357	62 091	3 046 091
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		207 607 750	49 955 12 135	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an		
CREANCES	Créances rattachées à des participations	200 000		200 000		
	Prêts	46 541		46 541		
	Autres immobilisations financières	73 945		73 945		
	Clients, usagers douteux ou litigieux	1 523	1 523			
	Autres créances clients, usagers	1 434 757	1 434 757			
	Créances représentatives des titres prêtés					
	Personnelet comptes rattachés					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	130	130			
	Impôts sur les bénéfices					
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 244	2 244			
	Autres impôts, taxes versements assimilés					
	Divers					
	Confédération, fédération, union, entités affiliées					
	Créances reçues par legs ou donations					
	Débiteurs divers	1 963 609	1 963 609			
	Charges constatées d'avance	35 705	35 705			
	TOTAL DES CREANCES		3 758 454	3 437 969	320 486	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice		2 651				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)						
		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans	
DETTES	Emprunts obligataires convertibles					
	Autres emprunts obligataires					
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	160	160			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	9 963 603	724 480	2 598 708	6 640 415	
	Emprunts et dettes financières divers					
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 027 472	1 027 472			
	Dettes des legs ou donations					
	Personnelet comptes rattachés	1 150 227	1 150 227			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 364 274	1 364 274			
	Impôts sur les bénéfices					
	Taxes sur la valeur ajoutée	12 120	12 120			
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts, taxes et assimilés	356 420	356 420			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
	Confédération, fédération, union, entités affiliées					
	Autres dettes	409 266	409 266			
	Dette représentative de titres empruntés					
	Produits constatés d'avance	87 360	87 360			
	TOTAL DES DETTES		14 370 903	5 131 780	2 598 708	6 640 415
	Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		694 304				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)						

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	1 505 333				1 505 333
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	54 077				54 077
Réserves pour projet de l'entité	8 679 847	369 598			9 049 445
Autres réserves	61 746				61 746
Report à nouveau	1 923 278	645 374		(1)	2 568 652
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs	(782 605)	(263 635)			(1 046 240)
Excédent ou déficit de l'exercice	751 337	(751 337)	1 803 129		1 803 129
Situation nette	12 193 012		1 803 129	(1)	13 996 142
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	514 579			39 055	475 524
Provisions réglementées	702 047		750	12 135	690 662
TOTAL	13 409 639		1 803 879	51 190	15 162 328

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024 Montant global <small>dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices</small>
			Montant global	dont remboursements		
Contrib. fi. des autorités de tarification						
INVESTISSEMENT	960 198		71 240			888 958
CMPP	290 179					290 179
FONDS DEDIES EXPLOITATION	450 012	5 886	61 672			394 226
PCPE	525 637		17 892			507 745
Subventions d'exploitation						
Contributions financières d'autres org.						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	2 226 026	5 886	150 804			2 081 108

Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	27 528	11 584	15 944	137,6
Autres créances	95 675	568 735	(473 060)	-83,18
TOTAL	123 203	580 319	(457 116)	-78,77

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		123 203
Autres créances clients		27 528
USAGERS, PRODUITS NON FACTURÉS	27 528	
Autres créances		95 675
RRR A OBTEN / AVOIR A RECEVOIR	824	
PRODUITS A RECEVOIR	130	
PRODUITS A RECEVOIR	56 283	
INT. COURUS A RECEVOIR	38 438	

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 956	27 140	(2 184)	-8,05
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 609	114 277	9 332	8,17
Dettes fiscales et sociales	1 636 223	1 479 413	156 811	10,60
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	76 911	163 987	(87 076)	-53,10
TOTAL	1 861 700	1 784 817	76 883	4,31

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		1 861 700
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		24 956
INT COURUS / EMPRUNT	24 956	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		123 609
FOURN. FACT.NON PARVENUES	123 609	
Dettes fiscales et sociales		1 636 223
DETTE PRO./CONGES A PAYE	1 057 931	
PERS. AUT.CHARGES A PAYER	24 527	
CHARG.SOC./CONGES A PAYER	507 872	
INDEMNITÉS CPAM	2 412	
CHARGES A PAYER	43 481	
Autres dettes		76 911
DIVERS - CHARGES A PAYER	76 911	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			35 705
Frais généraux		35 705	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			35 705

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			87 360
Ressources taxe apprentissage - rembt assurance		87 360	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
	TOTAL		87 360

Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Capital restant dû		9 938 639	
		9 938 639	
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Intérêts restant à payer		1 640 794	
		1 640 794	
Total des engagements financiers (1)		11 579 433	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Tableau de passage du résultat comptable au résultat du compte administratif

	Total	ADRIERS	MONTMORILLON	SMARVES	BIARD	ACTIPARC	SIEGE-NON CON
Résultat comptable (a)	1 803 129	2 086	124 141	(144 110)	78 254	478 375	1 264 384
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	+ 32 439 + - (175 898) -	+ -	+ (29 527) -	+ -	+ 32 439 + (146 371) -	+ -	+ -
Résultat économique (c = a + b)	2 011 466	2 086	153 668	(144 110)	257 064	478 375	1 264 384
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	+ 107 743 + - 10 051 -	+ 12 897 + -	+ 17 611 + -	+ 10 051 -	+ 48 270 + -	+ 28 965 + -	+ -
Produits non opposables aux tiers financeurs (e)	+ 31 436 + -	+ 3 764 + -	+ -	+ 9 823 + -	+ 17 849 + -	+ -	+ -
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	2 140 594	18 747	171 279	(144 338)	323 183	507 340	1 264 384

Filiales et participations

	31/12/2024	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés				
1. Filiales (Plus de 50 %)				
CAD2		270 458	100,00	26 874
GROUPEMENT COOPERATION ACTIPARC		362 790	75,00	37 674
2. Participations (10 à 50 %)				
GCMS SESSAD DI		201 966	16,67	47 617
B. Renseignements globaux				
1. Filiales non reprises en A.				
a) françaises				
b) étrangères				
2. Participations non reprises en A.				
a) françaises				
b) étrangères				

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

	31/12/2024	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société à un lien de participation
Actif immobilisé			
Avances et acomptes sur immobilisations			
Participations		120 875	
Créances rattachées à des participations		200 000	
Prêts et autres immobilisations financières			
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits financiers			
Produits de participations			
Autres produits financiers			
Charges financières			
Charges financières			
Autres éléments			
FRAIS GCSMS		284 793	

Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2024
Total des produits exceptionnels		1 889 962
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		9 659
PROD.EXCEPT./OPER.GESTION	46	
PRODUITS DES EXERCICES ANTÉRIE	9 613	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 868 168
PRODUITS CESSIONS ÉLÉMENTS D'A	1 829 113	
QUOTE PART SUV INV VIREE / RES	39 055	
Reprises sur provisions et transferts de charges		12 135
REPRISE AMORT DÉROGATOIRES	12 135	
Total des charges exceptionnelles		712 385
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		10 345
CHARGES SUR EXERCICES ANTÉRIEU	345	
A CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		693 350
VALEURS COMPT. ÉLÉMENTS ACTIF	693 304	
Valeurs compt. immos financ cédés	46	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		8 690
DOTATION AUX AMORT EXCEPTIONNE	7 940	
PROV REG + VAL ELE ACTIF IMMOB	750	
Résultat exceptionnel		1 177 577

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

345 775

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

	31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		54	
Professions intermédiaires			
Employés		392	
Ouvriers			
TOTAL		446	

